

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CHINE CONTINENTALE—LES POURPARLERS EN SUÈDE AU SUJET DE LA RECONNAISSANCE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de renseignements demandés la semaine dernière. Est-il maintenant en mesure de nous dire si les discussions engagées entre nos représentants diplomatiques en Suède et leurs homologues de la République populaire de Chine ont fait quelques progrès?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, je n'ai rien de nouveau à annoncer maintenant à ce sujet.

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): A titre de question supplémentaire, monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a donné des instructions aux représentants du Canada afin qu'ils abordent, au cours de leurs discussions avec les représentants de Pékin, la question du remboursement des 13 millions de dollars de 1949 dépensés par le gouvernement canadien pour les sept navires saisis par le régime de Pékin à l'époque où celui-ci a pris le pouvoir en Chine?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je pense que ces négociations seront facilitées lorsque nous aurons échangé des représentants diplomatiques, ce qui est précisément l'objet de nos efforts.

[Plus tard]

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires extérieures.

Nous dirait-il où en sont les négociations avec la Chine communiste et nous ferait-il part du contenu des entretiens et des décisions prises jusqu'ici à l'égard de ce pays?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Le député n'était peut-être pas à la Chambre quand j'ai répondu, tout à l'heure, à une question semblable. Je n'ai rien d'autre à déclarer à la Chambre.

LA POSSIBILITÉ D'UNE VISITE DU PRÉSIDENT NIXON AU CANADA

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme tous les présidents des États-Unis de l'après-guerre ont toujours consulté le premier ministre du Canada d'abord avant les autres dirigeants, comme le président Nixon vient d'annoncer qu'il s'entretien-

dra avec les chefs d'État de cinq pays d'Europe, et avec celui de l'Australie, et comme on n'a pas annoncé de consultation avec le Canada...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député poserait-il sa question?

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, j'essaie tout simplement de situer la question. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a-t-il communiqué avec son homologue du Département d'État pour savoir pourquoi il semble qu'on ait minimisé l'importance du Canada aux yeux du gouvernement américain?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je puis assurer à l'honorable représentant et à tous les députés que nous avons communiqué avec le gouvernement des États-Unis relativement à une réunion entre le président des États-Unis et le premier ministre du Canada. Cette rencontre pourra sûrement être organisée à un moment qui conviendra à notre pays et au premier ministre.

L'hon. M. Hees: J'ai une question supplémentaire à poser, après cette réponse qui n'en était pas une. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est-il renseigné auprès du Département d'État au sujet de cette histoire qui nous est venue de Washington pendant le week-end et selon laquelle la froideur apparente du gouvernement des États-Unis envers le Canada découle de l'attitude peu enthousiaste de notre gouvernement quant à notre participation à l'OTAN et au NORAD?

L'hon. M. Sharp: Pures rumeurs que tout cela. Le président des États-Unis a hâte de rencontrer notre estimé et honoré premier ministre. En fait, notre pays n'a jamais été si respecté aux États-Unis qu'à l'heure actuelle.

L'hon. M. Hees: Le président essaie-t-il tout simplement de remettre la visite à Pâques ou à la Trinité.

L'ASILE AUX DÉSERTEURS EN CONTRAVENTION DES TRAITÉS D'ALLIANCE

M. Jack McIntosh (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire?

M. l'Orateur: Nous devrions peut-être passer à un autre sujet. Il semble que nous nous écartons des questions qu'il convient de poser et auxquelles on peut répondre en ce moment. Dois-je comprendre que le député peut poser une question supplémentaire?

[Suite de la séance]